

AG – Education Nationale Mayenne

5 décembre 2024

Nous, 46 personnels des établissements scolaires, réunis en assemblée générale à Laval le 5 décembre 2024 constatons que la situation est grave.

Nous subissons :

- L'ignorance, la surdité et le mépris des gouvernements successifs
- Des salaires bloqués depuis des années
- Des conditions de travail difficiles avec chaque année son lot de suppressions de classes, des absences non remplacées faute de remplaçants suffisants, le non-respect de la prise en charge de nos élèves les plus fragiles...
- Les contre-réformes qui cassent l'École Publique (Choc des savoirs, évaluations d'école, évaluations nationales, lois Blanquer, SNU, Parcoursup, réforme de la voie professionnelle...)
- L'exercice de nos métiers dans des bâtiments amiantés et parfois délabrés

Aujourd'hui, dans une situation intenable, le gouvernement Barnier est démissionnaire. Cela ne change rien sur le fond : tous ensemble avec tous les salariés du public, comme du privé et avec toute la population, continuons la lutte.

- Devrions-nous accepter 1 ou 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de nos congés maladie, parce que nous sommes malades, souvent en raison de l'exercice de nos métiers ?
- Devrions-nous accepter les coupes budgétaires drastiques décidées avec zèle par la présidente de Région Christelle Morançais, et qui auront des conséquences directes dans nos établissements et pour les usagers de l'école ?
- Devrions-nous accepter le manque de moyens, le manque de postes dans nos établissements, les fermetures de classes et d'écoles décidées chaque année ?
- Devrions-nous accepter le blocage continu de nos salaires et le refus de toute négociation pour leur revalorisation ?
- Devrions-nous accepter la casse de l'École Publique et plus largement de tous les services publics ?

Nous refusons le démantèlement des services publics, nous refusons la privatisation progressive de notre Fonction Publique. Quel que soit le prochain gouvernement comptons d'abord sur nous-mêmes.

Nos revendications :

- Prise en charge à 100% des congés maladie sans aucun jour de carence
- Des créations de postes statutaires pour la rentrée 2025
- Augmentation des salaires
- Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH et les AED
- Abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne
- L'abandon de tous les budgets d'austérité (région, département...)

Nous voulons une mobilisation à la hauteur des affronts faits à l'école publique et sommes persuadés que c'est par la reconduction de la grève dans l'unité des personnels et des organisations syndicales que nous pourrions obtenir satisfaction.

Nous prenons connaissance de plusieurs appels à la grève partout en France, la semaine prochaine.

Nous appelons tous nos collègues PE à envoyer dès à présent leur déclaration d'intention de se mettre en grève pour toute la période, pour faire sauter le verrou antigrève que constitue le SMA.

Nous appelons tous les personnels du département à se réunir en AG en RIS, en HIS dans leurs établissements.

Si les trains, les entreprises, les services publics et les établissements scolaires s'arrêtent, nous serons alors en capacité de bloquer le pays pour gagner sur nos revendications !

Parents, usagers, défenseurs de l'école Publique : nous sommes tous concernés. Rejoignez-nous !

Motion adoptée à l'unanimité

